

ALGÉRIE

L'héritage du passé atomique de la France

9 Dans les années 1960, la France a procédé à dix-sept essais nucléaires dans le désert algérien, exposant la population aux retombées radioactives. Quant aux déchets dangereux, ils ont été enterrés sur place. Habitant-es et associations réclament en vain la réhabilitation des sites concernés.

2-3 REPORTAGE

Au Guatemala, la laborieuse gestion des déchets



5 GENÈVE

Un projet d'habitation qui mise sur l'**inclusivité** a vu le jour à Chêne-Bougeries.

6 VAUD

Editée à Coppet, la bande dessinée pour enfants «**Max et Lili**» fête ses 30 ans.

7 SUISSE

Les jeunes délaissent l'information, une évolution qui met la **démocratie** au défi.

8 ROYAUME-UNI

Le richissime Rishi **Sunak** va succéder à Liz Truss au poste de premier ministre.



Paris n'a jamais payé le prix de ses expérimentations nucléaires dans le désert algérien

La France face à sa dette atomique

ÉRIC DOUREL

Algérie ► Cela fait soixante ans que ça dure. Entre 1960 et 1966, la France a procédé à dix-sept essais nucléaires dans le Sahara algérien. Aucun bilan et suivi médical des populations exposées à ces expérimentations n'a été organisé au départ des Français-es. Quant aux déchets radioactifs, dont certains, comme le plutonium 239, affichent une demi-vie de vingt-quatre mille ans, ils ont été enterrés directement sur place, sous le sable. Depuis les années 1990, des associations de vétérans de l'armée, des experts en armement, des scientifiques, des journalistes demandent à la France de solder ce passé atomique. En vain.

Le 25 août dernier, à l'occasion de la visite en Algérie du président français, Emmanuel Macron, son chef d'état-major particulier, l'amiral Jean-Philippe Rolland, a promis un début des travaux pour réhabiliter ces sites «dès le début de l'année prochaine». Patrice Bouveret, directeur de l'Observatoire des armements, qui se bat depuis des années sur ce sujet, n'y croit pas: «Cela fait tellement longtemps qu'ils le promettent, sauf qu'ils sont toujours sur une même stratégie: gagner du temps et repousser les échéances au maximum pour éviter la reconnaissance et donc la mise en œuvre de réparations.»

Petit retour en arrière. Nous sommes en Algérie, en plein désert du Sahara, à Hamoudia, à 47 kilomètres de Reggane. La première bombe à plutonium explose en 1960 depuis une tour métallique située à cent mètres de hauteur. Elle dégage une puissance équivalente à presque quatre fois la bombe larguée sur Hiroshima. Après avoir testé les effets de la radioactivité engendrée par cet essai sur du matériel militaire (canons, chars, avions...), l'armée française va aller plus loin.

Cobayes humains

Lors des trois tirs suivants, qui vont s'enchaîner jusqu'en 1961, elle va utiliser hommes et animaux en tant que cobayes. Extraits du Rapport sur les essais nucléaires français (1960-1996) - Tome I: La genèse de l'or-



Le massif du Hoggar porte les stigmates des essais nucléaires français. KEYSTONE

ganisation et les expérimentations au Sahara, classé longtemps «confidentiel défense»: Lors du troisième essai, le 27 décembre 1960, «un millier de rats et de souris et quelques chèvres» sont placés autour du point zéro pour évaluer «comment ils ont résisté à l'épreuve». Au cours du quatrième essai du 25 avril 1961, une simulation de guerre nucléaire est réalisée. «Juste après l'explosion, des manœuvres en char, mais aussi à pied ont été organisées à proximité du point zéro [...] pour tester les matériels de protection, mais aussi et surtout connaître les réactions des hommes de troupe dans une ambiance fortement radioactive.» Ce sont 195 hommes qui furent ainsi volontairement exposés.

Outre les militaires, la population de Reggane était elle aussi en première ligne. Dans le

«La radioactivité est encore présente et clairement signée du sceau des essais nucléaires français»

Roland Desbordes

documentaire *Vent de sable*, réalisé en 2008 par Larbi Benchiha, un instituteur à la retraite jure que «vingt ans après les explosions», sa fille sage-femme a découvert parmi la population des maladies «qu'on ne connaissait pas avant comme l'asthme, le cancer du foie, des poumons, de l'estomac, du sein».

Lave radioactive

À la suite du tollé international que provoquent ces essais atmosphériques, l'armée française opte pour des tirs souterrains, depuis des tunnels creusés dans le massif du Hoggar, à In Ekker, au cœur du désert, à 150 kilomètres au nord de Tamanrasset. Là, elle va procéder à treize essais. Dont douze avec des fuites de radioactivité à plus ou moins fortes doses.

L'essai de Béryl du 1^{er} mai 1962 est le plus raté de tous.

Après l'explosion, la montagne se met à trembler, de la lave radioactive s'échappe, puis un nuage lui aussi radioactif surgit. Les villageois-es de Mertoutek, à soixante kilomètres de l'explosion, n'ont pas été prévenus. Ils prennent le nuage de plein fouet. Selon le documentaire *At(h)ome* réalisé en 2013 par Elisabeth Leuvrey, il y a eu «dix-sept morts le premier mois».

Déchets en tous genres

En 1967, l'armée boucle ses valises et laisse aux générations futures le soin de dépolluer le secteur. «Le désert est alors vu comme un 'océan', ou du simple tournevis aux avions et chars, tout ce qui est susceptible d'avoir été contaminé par la radioactivité doit être enterré. La France n'a jamais dévoilé où étaient enterrés ces déchets ni leur quantité. A ces matériaux

contaminés s'ajoutent deux autres catégories: des déchets non radioactifs (issus du fonctionnement des sites) et des matières radioactives (sables vitrifiés, roche et lave contaminées)», détaille Patrice Bouveret.

En 2009, Roland Desbordes, scientifique indépendant français, fondateur du laboratoire de la Criirad, se rend dans le massif du Hoggar. Il fait des prélèvements (lave séchée, cendres, eau, crottes de chameaux). «Outre la très forte contamination au césium 137 pour la lave et les cendres, on trouve dans ces échantillons la présence d'américium 241, qui indique la présence de plutonium 241, dont il est un descendant, et de plutonium 239. Ce qui indique clairement que la radioactivité est encore présente et clairement signée du sceau des essais nucléaires français», affirme le scientifique.

Promis, tout cela est bientôt terminé. Interrogés par *Le Courrier*, les services de la présidence de la République française assurent que «depuis 2008, un groupe de travail franco-algérien a permis l'évaluation partagée de l'état des sites concernés par les essais nucléaires effectués au Sahara. Les deux parties travaillent maintenant à l'élaboration d'options réalistes de remédiation. Ce travail s'effectue sous l'autorité des deux gouvernements, qui le temps venu, rendront publiques les opérations de remédiation qu'ils auront convenues».

Gêne algérienne

Sauf que comme le note Jean-Marie Collin, expert en désarmement nucléaire et porte-parole de l'ICAN, (International Campaign to Abolish Nuclear Weapons), «jusqu'en mai 2021, jamais personne n'avait officiellement entendu parler de cette commission».

Du côté algérien, silence radio. «Ils sont réticents à agir car la majorité des essais ont été réalisés après 1962, dans une Algérie qui était donc indépendante, ce qui fait un peu tache. Sans compter que jusqu'au début des années quatre-vingt, la France a continué à faire des essais en Algérie, mais avec des armes chimiques et bactériologiques», conclut l'expert. I

Union des forces contre les virus

ONU ► La pandémie a prouvé l'étroite connexion entre la faune et les humains dans un monde bouleversé par le changement climatique. Face à ce constat, des organisations internationales s'allient pour éviter d'être surpris par la prochaine catastrophe sanitaire. Ce grand projet, baptisé «Une seule santé», doit aussi favoriser le développement durable de la planète.

Cette collaboration est «essentielle pour faire face aux menaces sanitaires mondiales, telles que la variole du singe, le Covid-19 et Ebola», ont indiqué dans un communiqué les quatre organisations impliquées, à savoir l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA),

l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Ces organisations partent du constat que la déforestation à grande échelle, l'agriculture intensive, la dégradation des sols et la perte de biodiversité menacent l'intégrité des écosystèmes et posent des risques sanitaires accrus au niveau de l'interface homme-animal-plante-environnement, qui touchent plus particulièrement les communautés les plus vulnérables.

Ces risques sont exacerbés par l'urbanisation croissante, les modes de

production et de consommation non durables, la mauvaise gestion des déchets, l'essor des voyages et du commerce, la pollution... Autant de modifications de comportements humains qui offrent de nombreuses opportunités aux agents pathogènes de coloniser de nouveaux territoires et d'évoluer sous de nouvelles formes potentiellement dangereuses.

Un des objectifs est d'accroître la surveillance afin de détecter les menaces plus rapidement. Le Covid-19 a révélé combien il pouvait être difficile de trouver l'origine d'un virus. Mais plus de deux ans après le début de la pandémie, deux études publiées à fin juillet dans la prestigieuse revue *Science* ont

conclu qu'elle avait commencé sur le marché de la ville de Wuhan, en Chine, pointant ainsi vers une très probable origine animale du virus. Une théorie remise en cause par les tenants de la théorie d'une fuite d'un laboratoire de la ville. Selon l'OMSA, 75% des agents pathogènes humains émergents sont d'origine animale.

L'objectif est de mettre en place des systèmes sanitaires et alimentaires durables et d'améliorer la gestion des écosystèmes. «L'initiative 'Une seule santé' devrait commencer par une bonne gestion des terres et l'arrêt de la déforestation», a assuré le directeur de la FAO, Qu Dongyu. **AGNÈS PEDRERO/ATS-AFP**

OURAGAN IAN

AIDE US À CUBA

Washington a annoncé allouer 2 millions de dollars d'aide d'urgence à Cuba après le passage de l'ouragan Ian. Le soutien se fera via l'agence humanitaire USAID et des «partenaires internationaux de confiance» qui travaillent directement avec les Cubains dont les communautés ont été dévastées par la tempête, a indiqué le département d'Etat. Une offre acceptée avec «reconnaissance» par le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodríguez. **ATS/CO**